

A propos de la formation des instituteurs

par Marianne GUILLEMOT, Université de Tours

Dans le Bulletin n° 330, page 763, l'A.P.M.E.P. publie une déclaration concernant la formation des instituteurs.

C'est un des premiers textes sur ce sujet qu'on puisse lire dans le Bulletin, depuis deux ans que la nouvelle formation a commencé, depuis un an qu'intervient l'université. Or cette déclaration ne tient aucun compte de l'expérience des professeurs d'école normale et des universitaires qui ont participé à cette formation. Si elle exprime des vœux qui recueillent facilement l'accord de tout le monde, par contre elle passe sous silence les problèmes sérieux et les graves difficultés rencontrées.

Il est certain qu'une concertation entre professeurs d'école normale et universitaires est nécessaire (mais souvent elle existe, et ne résout pas les principales difficultés) ; de même, les recherches en pédagogie ou didactique devraient avoir leur place dans les écoles normales.

Mais, cela étant dit, l'A.P.M.E.P. semble s'accommoder de la forme actuelle du "DEUG-enseignement du 1^{er} degré" — qui pourtant, par sa structure rigide et morcelée à l'extrême, mécontente tout le monde. L'enseignement dans les écoles normales est disloqué ; les élèves sont soumis à un bachotage incohérent ; quant aux enseignants de l'université, ils ne peuvent apporter ni bagage fondamental, ni formation professionnelle, ni culture générale ; rien qu'un saupoudrage, une caricature d'enseignement supérieur.

Et l'A.P.M.E.P. ne propose que la modification de l'unité "mathématiques et technologie" ! Alors que beaucoup de suggestions importantes sont faites par divers enseignants ; par exemple, une formation de deux ans à l'école normale suivie d'un "vrai DEUG", littéraire ou scientifique, à l'université.

Plus grave : alors que le concours d'entrée sélectionne des normaliens dont les deux tiers, issus du bac A, sont d'un niveau mathématique situé entre le cours moyen et la troisième, l'A.P.M.E.P. propose seulement une modification de l'épreuve "scientifique", si peu sélective comme on le voit... dans le sens d'une plus grande pluridisciplinarité ! Autrement dit, l'A.P.M.E.P. se satisfait du niveau mathématique actuel du recrutement des normaliens, alors que l'administration elle-même commence à s'inquiéter de la faiblesse de ce niveau — en constatant, par exemple, dans une académie^(*), que sur 120 normaliens environ, 8 seulement ont choisi l'option mathématiques et 8 l'option sciences physiques ; alors qu'il serait si naturel de demander que le concours d'entrée, qui est

(*) Bois-Châteauroux-Tours.

très sélectif, exige un niveau minimum en mathématiques, comme il le fait pour la gymnastique.

Nous savons certes que la "sélection par les math" est souvent abusive. Mais pouvons-nous admettre que parmi les rares professions où cette sélection n'intervient pas — et où, par conséquent, les candidats faibles en mathématiques se présentent en foule — figure le métier de ceux et celles qui, jour après jour, enseigneront les mathématiques aux enfants ? Ces enfants qui seront, eux, soumis à la sélection par les mathématiques — sélection sociale souvent, quand les familles ne pourront pas compenser un instituteur incompétent...

L'A.P.M.E.P. a eu naguère une influence importante sur l'évolution de l'enseignement — introduction des "math-modernes", création des IREM — ; elle peut en avoir de nouveau, et un tel texte me fait craindre que cette influence ne soit pas bonne. C'est pourquoi, bien que cela ne me soit pas agréable, j'exprime ici mon profond désaccord avec cette récente déclaration de l'A.P.M.E.P.

Réponse du Bureau.

Il est de notoriété publique que le DEUG-instituteurs a été institué pour favoriser une revalorisation financière du métier d'instituteur et qu'il ne débouche sur aucune filière universitaire. Ce point fait l'objet de débats qui dépassent le cadre de l'A.P.M.E.P. Quelle qu'en soit l'issue, le Bureau ne souhaite pas que soit remis en cause le principe de la participation des universitaires à la formation initiale des instituteurs.

Quant au niveau des candidats (rappelons qu'ils sont bacheliers), l'épreuve actuelle, malgré son titre pluri-disciplinaire, fait le plus souvent émerger les qualités relatives à une seule discipline, en raison de la manière dont elle est conçue et corrigée. Si l'épreuve était le produit du travail d'une équipe pluri-disciplinaire (conception et correction), ce serait déjà un progrès pour les mathématiques. Faut-il souhaiter aussi des changements dans le contenu du baccalauréat ?